

Unité Interdépartementale 25-70-90
5 Voie Gisèle Halimi
BP 31269
25000 BESANÇON

BESANÇON, le 23/08/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/04/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SODEX HUMBERT

32 rue Alfred Pechin
90500 Beaucourt

Références : UID257090/SPR/WG/ST 2023 - 0823C
Code AIOT : 0005901333

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/04/2023 dans l'établissement SODEX HUMBERT implanté 32 rue Alfred Pechin 90500 Beaucourt. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SODEX HUMBERT
- 32 rue Alfred Pechin 90500 Beaucourt
- Code AIOT : 0005901333
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'entreprise Sodex Humbert est spécialisée dans le domaine du traitement de surface des métaux : zinc et zinc nickel, traitement de pièce unitaire, de moyennes et grandes séries.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- eau
- déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Débit d'aspiration et vitesse	AP Complémentaire du 30/01/2009, article 3.2.3	/	Lettre de suite préfectorale	30 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
	d'éjection du traitement de surface				
4	Localisation des points de rejets	Arrêté Préfectoral du 30/01/2009, article 4.3.5	/	Lettre de suite préfectorale	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Rejets dans le collecteur se déversant dans la Feschotte	Arrêté Préfectoral du 30/01/2009, article 4.3.9.1	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Situation administrative rubrique n°1185	Arrêté Préfectoral du 30/01/2009, article 1.2.1	/	Sans objet
3	Origine des approvisionnements en eau	Arrêté Préfectoral du 30/01/2009, article 4.1.1	/	Sans objet
6	Résorption des quantités de déchets stockés	Arrêté Préfectoral du 30/01/2009, article 5.1.3.	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative rubrique n°1185

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/01/2009, article 1.2.1
Thème(s) : Situation administrative, Rubrique 1185

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : (Rubrique anciennement rubrique 4802 transférée par le Décret n°2018-900 du 22 octobre 2018) Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n° 517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage).</p> <p>1. Fabrication, conditionnement et emploi autres que ceux mentionnés au 2 et à l'exclusion du nettoyage à sec de produits textiles visé par la rubrique 2345, du nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces visées par la rubrique 2564, de la fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique d'hydrocarbures halogénés visée par la rubrique 3410-f et de l'emploi d'hexafluorure de soufre dans les appareillages de connexion à haute tension.</p> <p>Le volume des équipements susceptibles de contenir des fluides étant :</p> <p>a) Supérieure à 800 l (A-1) b) Supérieure à 80 l, mais inférieure ou égale à 800 l (D)</p> <p>2. Emploi dans des équipements clos en exploitation. a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg (DC) b) Équipements d'extinction, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 200 kg (D)</p> <p>3. Stockage de fluides vierges, recyclés ou régénérés, à l'exception du stockage temporaire.</p> <p>1. Fluides autres que l'hexafluorure de soufre : la quantité de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) En récipient de capacité unitaire supérieure ou égale à 400 l (D) b) Supérieure à 1 t et en récipients de capacité unitaire inférieure à 400 l (D) 2. Cas de l'hexafluorure de soufre : la quantité de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure à 150 kg quel que soit le conditionnement (D)</p> <p>Constats : Lors de la précédente inspection du 9 juillet 2020, il avait été demandé à l'exploitant d'évaluer la situation de ses installations par rapport à la rubrique 1185. Ce point de situation n'a pas été effectué. Sur place, il a été constaté l'exploitation d'un seul groupe froid qui dispose d'une charge de gaz de 8.7 kg. L'installation n'atteint pas le seuil de 300 kg défini à la rubrique 1185.2.a et est donc non classable au titre de la rubrique 1185. La situation de la société Sodex Humbert est conforme vis-à-vis de la rubrique 1185.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Débit d'aspiration et vitesse d'éjection du traitement de surface

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 30/01/2009, article 3.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Conditions générales de rejet
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée :

ARTICLE 3.2.2. CONDUITS ET INSTALLATIONS RACCORDEES

N° de conduit	Installations raccordées	observations
1	Chaîne « SLETI »	Hottes d'aspiration
2	Chaîne de zingage alcalin aux tonneaux	Hottes d'aspiration
3	Chaîne « FIEF »	Hottes d'aspiration
4	Cuve dézingage	Hottes d'aspiration
5	Chaîne Zinc - Nickel	Hottes d'aspiration

ARTICLE 3.2.3. CONDITIONS GENERALES DE REJET

	Hauteur en m	Diamètre en m	Débit nominal en Nm ³ /h	Vitesse mini d'éjection en m/s
Conduit N° 1	au dessus du faîtage	0,60	5100	5
Conduit N° 2	au dessus du faîtage	0,30	930	3
Conduit N° 3	au dessus du faîtage	0,70	14000	10
Conduit N° 4	au dessus du faîtage	0,30	2600	10
Conduit N° 5	au dessus du faîtage	0,80	15000	8,5

Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,325 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

Article 3.2.4. VALEURS LIMITES DES CONCENTRATIONS DANS LES REJETS ATMOSPHERIQUES

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (273,15 degrés kelvins) et de pression (101,325 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;

Concentrations instantanées en mg/Nm ³ au point d'émission à l'atmosphère de chaque conduit	
Acidité totale exprimée en H	0,5
HF, exprimé en F	2
Cr total	1
Cr VI	0,1
Ni	1
Alcalins, exprimés en OH	10
NOx, exprimés en NO ₂	200
SO ₂	10
NH ₃	10

Les valeurs limites d'émission ci-dessus sont des valeurs moyennes journalières.

Constats : Un contrôle a été réalisé le 05/10/2021. Le rapport d'essais (N°114047042101R001 daté du 29/10/2021) rédigé par la société DEKRA conclut sur la conformité des rejets. L'analyse de ce rapport monte qu'un seul de point de mesure a fait l'objet d'un contrôle d'autosurveillance. Ce point est appelé "Chaîne de traitement de surface". Tous les paramètres ont été analysés et respectent les valeurs limites d'émissions fixées à l'article 3.2.4 de l'AP Complémentaire du 30/01/2009. L'exploitant a précisé que suite aux dégâts de grêle subis en juillet 2022 au niveau de la toiture et des délais des travaux de réfection la fréquence annuelle de contrôle (article 9.2.1.1.1 l'AP Complémentaire du 30/01/2009) n'a pu être respectée (non-conformité). Le prochain contrôle est programmé le 20 juillet 2023.

Le nom donné au point de contrôle dans le rapport d'essais ne permet pas de connaître quel conduit a fait l'objet de l'auto-contrôle (demande de complément).

A cela, il convient d'ajouter que les éléments mentionnés dans le rapport (p 16/34) montrent que la section de mesure n'est pas conforme. En particulier, la distance amont au point de prélèvement n'est pas suffisante (non-conformité).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 30 jours

N° 3 : Origine des approvisionnements en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/01/2009, article 4.1.1

Thème(s) : Risques chroniques, Consommation en eau				
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet				
Prescription contrôlée :				
Outre pour la lutte contre l'incendie ou pour la réalisation d'exercices de secours, les prélèvements d'eau sont autorisés dans les quantités suivantes :				
Origine de la ressource	Nom de la commune du réseau	Prélèvement maximal annuel (m3)	Débit maximal (m3)	
			Horaire	Journalier
Réseau public	BEAUCOURT	30 000	5	120
Les circuits d'eau de refroidissement ouverts sont interdits. Par contre l'utilisation de l'eau de refroidissement comme eau de process est autorisée. Le prélèvement d'eau dans les nappes souterraines est interdit.				
Constats : Sur les années 2019 à 2022 la consommation reste stable et nettement en dessous de la valeur prescrite.				
Type de suites proposées : Sans suite				
Proposition de suites : Sans objet				

N° 4 : Localisation des points de rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/01/2009, article 4.3.9.1			
Thème(s) : Risques chroniques, Point de rejet			
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet			
Prescription contrôlée :			
Les réseaux de collecte des effluents industriels générés par l'établissement aboutissent au point de rejet qui présente les caractéristiques suivantes :			
Débit de référence	Débit maximum journalier : 120 m ³ - Débit maximum horaire : 5 m ³		
Paramètres	Concentration moyenne journalière (mg/l)	Flux maximal journalier (g/j)	Flux maximal horaire (g/h)
MES	30	3600	150
Fluorures	15	1800	75
Nitrites	1	120	5
Azote global	50	6000	250
P	10	1200	50
DCO	150	18000	750
Indice hydrocarbure	5	600	25
As	0,1	12	0,5
CN	0,1	12	0,5
Cd	0,2	24	1
Cr VI	0,1	12	0,5
Cr III	2	240	10
Cu	2	240	10
Fe	5	600	25
Ni	2	240	10
Zn	2	240	10
Total des métaux	15	1800	105
Constats : Les rejets présentent toujours les mêmes caractéristiques : les dépassements en			

concentration sont toujours récurrents sur le paramètre zinc notamment. Un projet de nouvelle ligne avec sa station de traitement des effluents est actuellement dans une phase d'ingénierie pour laquelle l'exploitant s'est adjoint les services du CETIM. Un rendu de cette phase est attendue pour septembre 2023 au plus tard. L'exploitant a produit la proposition financière n°CET0223570 – V101 du 30/03/2023 non signée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 4 mois

N° 5 : Rejets dans le collecteur se déversant dans la Feschotte

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/01/2009, article 4.3.9.1
Thème(s) : Risques chroniques, Valeur limité d'émission des eaux résiduaires
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Au regard des objectifs de qualité de la masse d'eau du milieu récepteur (la rivière Feschotte), l'exploitant réalise ou fait réaliser, pour chaque composant de l'effluent industriel qu'il rejette, une étude permettant de confirmer que les flux maximum autorisés susceptibles d'être rejetés, définis ci-dessous, sont acceptables.</p> <p>À cet effet, l'étude portera en particulier sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les exigences du SDAGE, - les actions éventuelles de reconquête du milieu aquatique s'appuyant sur des dispositions réglementaires (SAGE,...)ou non réglementaires (contrats de rivière, contrats de baie, ..), - la dégradation de la masse d'eau considérée par un ou plusieurs des polluants rejetés ou susceptibles d'être rejetés par l'activité. <p>Le relèvement des valeurs limites d'émission en Nitrites à 20 mg/l en concentration, et à 2400 g/j en flux, est subordonné à la présentation d'une demande dûment motivée de l'exploitant et démontrant l'acceptabilité par le milieu récepteur.</p> <p>Par ailleurs, cette étude analysera les moyens et les mesures susceptibles d'être mises en œuvre pour réduire la quantité d'eau prélevée dans le réseau d'alimentation en eau potable (AEP) sans attendre les résultats de cette étude, l'exploitant est tenu de respecter les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définies.</p>
<p>Constats : Un projet de nouvelle ligne avec sa station de traitement des effluents est actuellement dans une phase d'ingénierie pour lequel l'exploitant s'est adjoint les services du CETIM. Un rendu de cette phase est attendue pour septembre 2023 au plus tard. Le QMNA5 de la Feschotte à Feschet-le Châtel a été évalué à 56 l/s. Le dimensionnement de la future station et la compatibilité des futurs rejets issus de cette station seront basés sur ce débit.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Résorption des quantités de déchets stockés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/01/2009, article 5.1.3.
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement. En particulier, les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épanchés</p>

et des eaux météoriques souillées. Le stockage des déchets liquides toxiques ou polluants doit être effectué de façon à ne pas entreposer sur une même aire des produits incompatibles entre eux de par leur nature. La quantité de déchets stockés sur le site ne doit pas dépasser la capacité mensuelle

Constats : La résorption des déchets dangereux accumulés en raison des difficultés financières est terminée depuis 2021 selon les explications données par l'exploitant. La consultation des registres des déchets dangereux pour les années 2020, 2021 et 2022 montre un retour à la normale depuis l'année 2022.

Pour l'année 2021, un contrôle par sondage des BSDD n'a pas permis de consulter directement sur place les BSDD correspondant à la date d'enlèvement du 28/04/2021 mais ceux-ci ont été transmis par courriel en date du 14/04/2023.

Pour l'année 2022, la consultation par sondage de track déchets a permis de s'assurer de la traçabilité sur les boues d'hydroxydes métalliques évacuées le 13/12/2022.

Le rythme des enlèvements pour l'année 2023 est équivalent à celui de l'année 2022. La quantité de boues d'hydroxyde présentes sur le site est de 5 big bag stockés sous abris et à proximité de la presse à boues. Selon les explications données par l'exploitant, les quantités entreposées correspondent à environ 2 mois de production. L'exploitant précise que l'enlèvement de ce type de déchets est effectué trimestriellement et indique qu'il souhaite passer à une fréquence mensuelle en profitant d'autres enlèvements effectués sur le secteur de Belfort par le prestataire retenu.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet